

## Edito



L'équipe Jossour FFM et moi-même sommes très heureux de vous présenter le projet « **Promotion de la participation politique des femmes au Maroc** » initié par Jossour FFM et la Friedrich Ebert stiftung.

La Constitution de Juillet 2011 en consacrant l'égalité et la parité femme-homme, dans son article 19, marque une étape historique des droits des femmes au Maroc. Plusieurs dispositions constitutionnelles imposent le respect des droits humains, en particulier les droits des femmes, à une citoyenneté effective et consacrent la primauté des conventions internationales ratifiées par le Maroc sur la législation nationale.

Six ans après l'adoption de ce texte suprême, dont dix-huit articles intéressent les femmes, le principe d'égalité reste à l'état de promesse. Les discriminations des droits des femmes persistent tant au niveau législatif qu'au niveau des pratiques. Les sphères décisionnelles restent presque impénétrables pour les femmes en dépit de nombreux mécanismes de promotion de la représentation politique des celles-ci.

Pourquoi une meilleure représentation des femmes aux mandats électifs et aux postes de décision tarde à émerger ?

Cette question a été au cœur de la recherche action intitulée « **Evaluation des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc** ».

Omayma ACHOUR  
Présidente Jossour FFM



## // TABLES RÉGIONALES

Une série de tables régionales a été organisée pour évaluer les mécanismes de promotion de la participation politique en concertation avec les élues et les militantes des droits des femmes des régions du Centre, du Sud, du Nord et de l'Oriental.



Rabat, 2 et 3 mars 2017



Tanger, 20 et 21 avril 2017

Des élu(e)s et des militant(e)s des droits humains de toutes les régions du Maroc ont débattu autour de trois tables régionales (Rabat, Marrakech, Al-Hoceima) sur les perspectives de la représentation politique des femmes.



Rabat, 12 et 13 avril 2018



Marrakech, 3 et 4 mai 2018



Al-Hoceima, 10 et 11 mai 2018

Ce processus de consultation élargi a associé des personnalités, élus, universitaires, ONG, partis politiques, syndicats et autres dans l'analyse des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes et la proposition de nouvelles mesures pour surmonter ces obstacles et conférer plus de représentativité aux organes élus.

La recherche action a associé, à travers des entretiens, des tables rondes et une conférence internationale, des personnalités institutionnelles et des élu(e)s marocaines et étrangères, des chercheur(e)s, des militant(e)s, des partis politiques, des syndicats, tant dans l'analyse des mécanismes que dans la proposition des mesures à même de conférer plus de représentativité aux organes élus. Des progrès indéniables enregistrés au niveau juridique, politique et pratique, après deux décennies de lutte du mouvement féminin qui continue à œuvrer pour une citoyenneté effective des femmes dans tous les domaines. Mais la marginalisation des femmes de sphères décisionnelles est une réalité quotidienne et les mécanismes utilisés jusque là pour encourager une participation politique effective des femmes ont atteint leurs limites et nous interpellent aujourd'hui sur leur pertinence.

Rhizlaine Benachir  
Coordinatrice de la Phase I du projet

## // CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Une conférence internationale intitulée « **Afrique - Europe : Regards croisés sur la représentation politique des femmes** » a eu lieu à Rabat, les 14 et 15 septembre 2017, pour partager les expériences, les pratiques innovantes et proposer des recommandations pour un meilleur accès des femmes aux sphères politiques. Les expériences de l'Algérie, du Cameroun, du Niger, de la Tunisie, de l'Espagne, de l'Allemagne, et de la Belgique et du Maroc ont été présentées et débattues. La principale recommandation de cette rencontre a été la mise en place du mécanisme constitutionnel : la parité.



Pour clôturer le processus de consultation deux rencontres ont eu lieu avec les ONG et les universitaires le 26 Octobre 2017 et avec les partis politiques et les syndicats le 31 Octobre 2017.



L'objectif de ces réunions a été de conforter l'analyse des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes et les recommandations.

Dans le Cadre du projet : « Promotion de la représentation politique des femmes au Maroc » Phase II, l'association Jossour Forum des Femmes Marocaines a organisé en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert (FES) un Focus group avec des institutionnels, partis politiques, syndicats, patronat, universitaires autour du thème « Ensemble pour l'effectivité du droit constitutionnel de la parité ».



Le focus group a été modéré par Professeur Nadia Bernoussi, Rabat le 10 septembre 2018

Présenter les recommandations de l'étude sur l'évaluation des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc réalisée en 2017, ouvrir le débat sur l'accès égal des femmes aux sphères de prise de décision, facteur de consolidation de la démocratie, tels sont les thèmes abordés lors des premières rencontres avec les leaders des partis politiques et les hauts responsables ministériels.



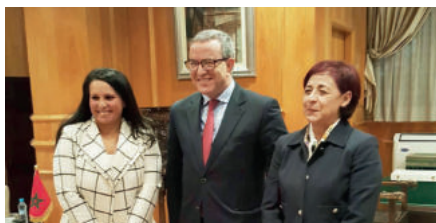
Séance avec Mme Bassima Hakkaoui, Ministre de la famille, de la solidarité, de l'égalité et du développement social.



Séance avec Mme Nabila Mounib secrétaire générale du Parti socialiste unifié PSU accompagnée de Samira Bouhiya Coordinatrice de la section féminine de PSU, Lakbira Chater membre du Conseil national et des militantes de Casablanca.



Séance avec M. Nizar Baraka Secrétaire général parti de l'Istiqlal accompagné de Mme Khadija Ezzoumi membre du comité exécutif du parti et présidente de l'organisation des femmes istiqliennes.



Séance avec M. Mohamed Aujjar, Ministre de justice.



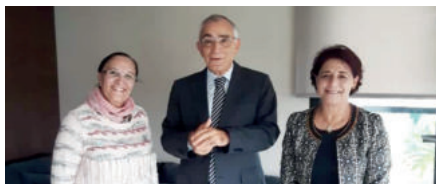
Séance avec M. Mohamed Nabil Benabdallah Secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (PPS), accompagné de Mme Fatima Sbai Coordinatrice nationale du Forum Parité égalité du PPS, Mme Ghizlane Mamouri et Mme Charafat Afilal, Mme Soumya Moncef membres de bureau Politique du PPS.



Séance avec M. El Mahjoub El Haiba, Délégué interministériel chargé des droits de l'Homme.



Séance avec M. Driss El Yazami président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).



Séance avec M. Omar Azziman, Conseiller de SM le Roi, président du Conseil supérieur de l'Éducation, de la formation et de la recherche scientifique.

## // PUBLICATION



Mme Ouafa Hajji Coordinatrice de la Phase II DU projet « Promotion de la représentation politique de la femme au Maroc » et Mme Seija Sturies Représentante résidente de la Friedrich Ebert Stiftung au Maroc ont présenté en conférence de presse de la recherche - action « Evaluation des mécanismes de promotion de la représentation politique des femmes au Maroc » produite par la FES et Jossour - FFM. Siège de la FES à Rabat - 05 avril 2018.

L'état des lieux réalisé par l'étude a montré « les limites des mécanismes de promotion de la participation politique des femmes ». Plusieurs mécanismes juridiques et institutionnels (listes nationales, quotas, sièges annexes, réserve de sièges, principe d'alternance, fonds de soutien...) sont mis en œuvre pour faciliter l'entrée des femmes dans l'arène politique. Le système électoral proportionnel utilisé est supposé être plus favorable aux femmes, considérées comme groupe social sous-représenté.

Cependant, « l'absence de mise en œuvre des principes constitutionnels, l'applicabilité des dispositions juridiques non assorties de mesures coercitives, la temporalité des lois organiques ou encore la faible implication des partis politiques, le manque de mesures d'accompagnement en passant par la notabilisation des élections, l'absence de mécanismes institutionnels de suivi et le conservatisme» constituent autant de freins à la participation politique de la femme marocaine.

